

Unité départementale du Bas-Rhin  
Equipe Nord  
14 rue du Bataillon de Marche n°24  
BP 10001  
67050 STRASBOURG cedex

Strasbourg, le 07/08/2024

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 02/08/2024

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

#### **TSCHOEPPE INDUSTRIE**

9 rue de Wintzenbach  
67470 NIEDERROEDERN

Références : 0006703902/CF/CE  
Code AIOT : 0006703902

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 02/08/2024 dans l'établissement TSCHOEPPE INDUSTRIE implanté Parc d'activité du Ried - 2 rue Lavoisier - 67720 HOERDT. L'inspection a été annoncée le 30/07/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- TSCHOEPPE INDUSTRIE
- Parc d'activité du Ried - 2 rue Lavoisier - 67720 HOERDT
- Code AIOT : 0006703902
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société TSCHOEPPE fabrique des portails, clôtures, brise-vues et garde-corps en aluminium haut de gamme. Tous les produits sont fabriqués sur-mesure sur le site de Hoerdtd. Une fois assemblées, les pièces en aluminium sont débarrassées des résidus de coupes par un trempage dans des bains lessiviels puis traitées par un bain chimique avant peinture (poudrage) de sorte à garantir une accroche optimale. Ces activités répondent notamment aux rubriques 2560, 2563, 2565 et 2940 de la nomenclature des Installations classées.

#### **Contexte de l'inspection :**

- Suite à mise en demeure

#### **Thèmes de l'inspection :**

- Risque incendie

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à la préfète ; il peut s'agir par exemple d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à la préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

### 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	Dispositif de détection automatique d'incendie	Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 19	Avec suites, mise en demeure, respect de prescription	<b>Levée de mise en demeure</b>	/
2	Localisation du dispositif de détection incendie	Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 19	/	Sans suites	/

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la présente inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
3	Sonde de température	Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 19	/	Sans suites	/
4	Alarme incendie	Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 19	/	Sans suites	/
5	Arrêt automatique	Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 19	/	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
6	Liste des détecteurs et fonctionnalités	Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 19	/	/	/
7	Justification du dimensionnement du dispositif de détection incendie	Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 19	/	Demande de justificatif à l'exploitant	15 jours
8	Maintenance	Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 19	/	Sans suites	/

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant a installé un système de détection incendie.

Il doit toutefois compléter ce dispositif par l'installation d'arrêts automatiques des systèmes susceptibles de propager l'incendie : système d'aspiration des vapeurs des bains et chauffage des bains.

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : Dispositif de détection automatique

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 19
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, risque incendie
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>• lors de la visite d'inspection du 12/09/2023</li> <li>• type de suite actée : avec suites</li> <li>• suite actée : arrêté de mise en demeure de respect de prescription du 06/11/2023</li> <li>• délais de retour à la conformité : 3 mois (06/02/2024)</li> </ul>
<b>Prescription contrôlée :</b> " I. Un dispositif de détection incendie, dont l'objectif est notamment de prévenir les occupants pour qu'ils évacuent les lieux, est installé dans les locaux concernés. »
<b>Constats :</b> Le jour de la visite, l'exploitant présente le dispositif de détection automatique d'incendie qu'il a installé suite au constat relevé lors de la visite du 12/09/2023.
<b>Type de suites proposées :</b> Levée de mise en demeure

## N° 2 : Localisation des dispositifs de détection incendie

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 19
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, risque incendie
<b>Prescription contrôlée :</b> " 1. Un dispositif de détection automatique d'incendie est installé, au moins : - dans les locaux où sont stockés ou employés des liquides inflammables (à mention de danger H224, H225 ou H226) ; - dans les locaux abritant l'installation de traitement de surface. »
<b>Constats :</b> L'inspection constate que les équipements de détection suivants ont été installés par l'exploitant : <ul style="list-style-type: none"><li>• un système de détection par aspiration de fumées relié à une centrale de détection dans l'atelier de traitement de surface ;</li><li>• un détecteur de flamme dans le local "poudre" ;</li><li>• un détecteur de chaleur dans le local "produits chimiques" ;</li><li>• un détecteur de chaleur dans le local "compresseur" ;</li><li>• un détecteur de chaleur dans le tuyau d'évacuation d'air des bacs de traitement de surface.</li></ul> Ces équipements convergent vers une centrale d'alarme de détection.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suites

## N° 3 : Sonde de température

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 19
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, risque incendie
<b>Prescription contrôlée :</b> " Ce dispositif de détection comprend également au moins une sonde permettant de détecter une élévation anormale de la température des vapeurs circulant dans chaque système d'aspiration. »
<b>Constats :</b> L'exploitant a équipé le conduit d'extraction des vapeurs des bacs de traitement de surface d'un détecteur thermique.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

## N° 4 : Alarme incendie

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 19
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, risque incendie
<b>Prescription contrôlée :</b> "Cette détection actionne une alarme incendie perceptible en tout point du bâtiment permettant d'assurer l'alerte des personnes présentes sur le site.»
<b>Constats :</b> L'exploitant a équipé l'installation d'un diffuseur sonore et d'avertisseurs visuels (flash rouges) connectés à la centrale de détection.  Lors de la visite, l'exploitant présente le fonctionnement du dispositif : en cas de détection d'un départ incendie la centrale de détection fait retentir une alarme audible dans tout l'atelier. Hors heures ouvrées, l'alerte est retransmise vers le téléphone portable d'un responsable. Deux autres

personnes peuvent être appelées successivement en cas de non-réponse du premier appelé.

**Type de suites proposées :** Sans suite

#### N° 5 : Arrêt automatique

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 19

**Thème(s) :** Risques accidentels, risque incendie

**Prescription contrôlée :**

«II. Le déclenchement d'une alarme incendie entraîne l'arrêt automatique des systèmes susceptibles de propager l'incendie (système d'aspiration des vapeurs des bains, chauffage des bains). A tout moment, cette alarme est transmise à une personne en capacité de déclencher les procédures d'urgence définies par l'exploitant. Les modalités de gestion et de transmission de l'alarme sont formalisées dans une procédure, tenue à la disposition de l'inspection des installations classées et des services d'incendie et de secours.»

**Constats :**

L'installation n'est pas équipée de ces arrêts automatiques.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Mise en demeure, respect de prescription

**Proposition de délai :** 3 mois

#### N° 6 : Liste des détecteurs et fonctionnalités

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 19

**Thème(s) :** Risques accidentels, risque incendie

**Prescription contrôlée :**

« III. L'exploitant dresse la liste des détecteurs avec leurs fonctionnalités (...) ».

**Constats :**

L'exploitant dispose de la liste et des fonctionnalités des détecteurs. Il l'a transmise à l'inspection par courrier du 26/06/2024.

**Type de suites proposées :** Sans suite

#### N° 7 : Justification du dimensionnement du dispositif de détection incendie

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 19

**Thème(s) :** Risques accidentels, risque incendie

« L'exploitant est en mesure de démontrer la pertinence du dimensionnement retenu pour les dispositifs de détection. »

L'exploitant doit transmettre à l'inspection un document permettant de démontrer le dimensionnement retenu le dispositif de détection incendie.

**Type de suites proposées :** Avec suite

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais :** 15 jours

**N° 8 : Maintenance**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 19

**Thème(s) :** Risques accidentels, risque incendie

« Il dispose d'un contrat de maintenance avec une entreprise spécialisée qui remet chaque année un rapport de contrôle.

Les dates et la nature des contrôles, les anomalies constatées, la liste des mesures correctives, accompagnées de leur date de réalisation sont consignées dans un registre. La liste des détecteurs, le contrat de maintenance et le registre sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées. »

L'exploitant vient de mettre en place son système de détection incendie. Il doit compléter le dispositif avec les équipements relevés au constat n°5.

La première visite de maintenance n'a pas encore eu lieu mais elle est déjà programmée par l'exploitant auprès de son prestataire.

**Type de suites proposées :** Sans suite